

Infopoint est un projet de la SDA proposant une aide gratuite aux partenaires sociaux concernant l'utilisation de la ligne budgétaire 04.03.03.03, bénéficiant du soutien financier de la Commission Européenne. Convention VS/2006/0713 - SI2.452628



PARTICIPATION & RIGHTS LETTER



LES DROITS D'INFORMATION ET CONSULTATION DES TRAVAILLEURS EN EUROPE

LA CES À L'OFFENSIVE POUR DES COMITÉS D'ENTREPRISE EUROPÉENS PLUS FORTS. LE " MANIFESTE DE SÉVILLE ".

Cher(e)s lecteur(trice)s,

Le XIe congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES) s'est tenu à Séville du 21 au 24 mai 2007. Les quelque 700 délégués représentés au congrès ont affiché leur volonté de passer à l'offensive pour exiger davantage d'Europe sociale. Le contexte du



congrès de Séville a été différent par rapport au congrès de Prague de 2003. En effet, l'Union européenne est passée de 15 à 27 Etats membres. De même, l'Europe connaît une crise à laquelle elle ne s'attendait pas, suite aux refus français et néerlandais concernant le traité constitutionnel. Les discussions se sont articulées autour de cinq grands thèmes: redynamiser les forces syndicales en Europe, renforcer la dimension sociale du marché du travail européen, accroître la place du dialogue social, de la

négociation collective et de la participation des travailleurs, doter l'UE d'une gouvernance européenne, sociale et environnementale et enfin l'avenir du traité constitutionnel et de la Charte des droits fondamentaux. Plusieurs textes ont été adoptés: le plan d'action qui définit l'orientation de la politique qui sera menée pour les quatre années à venir; une résolution d'urgence pour défendre la Charte des droits fondamentaux et le manifeste de Séville. (<http://www.etuc.org/r/1104>). Ce document considère que le rôle et l'avenir des

Comités d'entreprise européens (CEE) sont fondamentaux. Ces structures représentent, et devront représenter davantage à l'avenir, la cellule fondamentale du syndicalisme européen dans les entreprises multinationales. Le mouvement syndical européen (CES, Fédérations syndicales européennes) doit aussi s'appuyer sur la capacité de coordination des CEE pour faire face aux défis de la globalisation et aux menaces de dumping social des entreprises, pour renforcer les stratégies de défense du modèle social et de l'emploi pour améliorer les conditions de vie et de travail.

John Monks, Secrétaire général de la CES

I N D E X

NOUVEAUX CEE ET NOUVEAUX ACCORDS SUR LA SE	2
PROCHAINEMENT DANS NOTRE BASE DE DONNÉS	2
NÉGOCIATIONS EN COURS EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UNE SOCIÉTÉ EUROPÉENNE (SE)	2
NOUVELLES DE L'UE:	
UNE NOUVELLE CONTRIBUTION À LA PROCÉDURE DE RÉVISION DE LA DIRECTIVE 94/45 SUR LES CEE	3
NOUVELLES DES FÉDÉRATIONS DE L'INDUSTRIE EUROPÉENNE ET DE LA CES:	
CES	4
UNI-EUROPA	5
FEJ	6
FSESP	6
ETF	7
FEM	7
EMCEF	7
PROCHAINS EVENEMENTS:	
ETF	8
UNI-EUROPA	8
PUBLICATIONS - RAPPORTS	9

NOUVEAUX CEE ET NOUVEAUX ACCORDS SUR LA SE

GROUPE SCOR: PREMIÈRE SOCIÉTÉ FRANÇAISE À SE TRANSFORMER EN SOCIÉTÉ EUROPÉENNE (SE)

Grâce à une représentation des travailleurs au sein des organes décisionnels et un comité d'entreprise de la SE, un modèle voire une structure internationale pour les relations industrielles a été établie. Ce 14 mai, la direction du groupe SCOR et les représentants des travailleurs (parmi lesquels les affiliés d'UNI - CFDT, CFE-CGE et CFTC) ont entériné la création d'un Comité Commun des Sociétés Européennes (CCSE). Le CCSE est composé de 19 membres (11 pour SCOR Global Life SE, 6 pour SCOR Global P&C SE et 2 pour SCOR SE). Le CCSE dispose de prérogatives en matière d'information et de consultation : il est informé des perspectives économiques et financières qui affectent les conditions de travail avec l'Union européenne et il est consulté sur toutes mesures envisagées qui affectent les intérêts des salariés dans plusieurs pays de l'Union Européenne.

Pour plus d'informations, consulter le site: UNI News ou contacter:
oliver.roethig@union-network.org

PROCHAINEMENT DANS NOTRE BASE DE DONNÉES CEE

CLÔTURE DES NÉGOCIATIONS EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN CEE CHEZ ARCELOR MITTAL

Le 18 avril 2007, à Aviles (Espagne), la direction et les représentants des travailleurs d'Arcelor Mittal, le plus gros producteur d'acier au monde, ont finalisé les négociations sur la mise en place d'un comité d'entreprise européen commun (CEE).
Pour plus d'informations, consulter les communiqués de presse de la FEM: EMF press release

NÉGOCIATIONS EN COURS EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN CEE

Ce 30 mai, un GSN a été mis en place pour Donnelley.
L'accord du CEE sera négocié selon la loi du Royaume-Uni. Les pays représentés sont la Belgique, la France, la Pologne, l'Hongrie, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Irlande et les Pays-Bas. L'expert externe sélectionné est Steve Sibbald, UNITE, Royaume-Uni.
(ivonne.jackelen@union-network.org)

NÉGOCIATIONS EN COURS EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UNE SOCIÉTÉ EUROPÉENNE (SE)

Il est très probable que le 26 juin 2007, les membres de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société **Porsche** approuveront la proposition du Conseil de surveillance sur la transformation de la société en SE.

Pour plus d'informations, consulter les communiqués de presse de Porsche: Porsche press release

NOUVELLES DE L'UE

UNE NOUVELLE CONTRIBUTION À LA PROCÉDURE DE RÉVISION DE LA DIRECTIVE 94/45 SUR LES CEE

PAR ROMUALD JAGODZINSKI

La révision de la directive CEE est attendue depuis 1999 et semble être dans une impasse. Toutefois, différents acteurs de l'UE ajoutent, de temps en temps, de nouvelles données au débat. Officiellement, nous sommes au milieu de la deuxième étape de la consultation avec les partenaires sociaux, introduite par la Commission Européenne en mars 2005. Toutefois, la consultation publique n'a jusqu'ici apporté aucun résultat concret. Afin d'encourager la Commission à accélérer le processus de la révision en



septembre 2007, le Comité économique et social européen réclame plus d'actions concrètes et une révision dans les meilleurs délais en vue d'une meilleure intégration européenne. Quelques mois plus tard, le 10 mai 2007, le Parlement européen a de nouveau exprimé, dans sa "résolution sur le renforcement de la législation européenne dans le domaine de l'information et de la consultation des travailleurs" son inquiétude concernant le retard de la révision de la directive 94/45. Dans ce document, le

Parlement fait explicitement référence à la directive 94/45, à d'autres directives européennes relatives au droit d'information et de consultation des travailleurs ainsi qu'à des positions, des rapports et des opinions soumis précédemment par les acteurs impliqués dans le cadre de la politique sociale européenne. L'introduction de cette résolution rappelle plusieurs arguments bien connus tel le défi de la mondialisation (procédures de restructuration, de fusion et d'acquisition) menaçant les travailleurs et l'importance du maintien de leurs droits d'information et de consultation. L'introduction souligne le fait que l'information et la consultation de qualité représentent des "composantes importantes" du modèle social européen. Par conséquent, le Parlement invite la Commission à prendre des initiatives en vue d'examiner et de mettre à jour la législation communautaire concernant l'information et la consultation des travailleurs. Le Parlement invite également la Commission à lui présenter un calendrier de révision et de modernisation de la législation communautaire relative à la consultation et à l'information des travailleurs, aux licenciements collectifs, au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises et, en particulier, à la révision tant attendue de la directive 94/45/CE. Le Parlement souligne que l'ancienne directive CEE en particulier, n'ayant pas été révisée, a souvent été appliquée de manière inadéquate. Cette résolution du Parlement effleure la modernisation de l'ensemble de la législation sociale relative aux droits des travailleurs dans l'UE.

En plaçant l'urgence d'une révision de la directive CEE au centre des intérêts, la résolution du Parlement devient particulièrement importante et pourrait s'avérer bénéfique. En effet, face à l'inertie connue depuis un certain temps dans ce domaine, on ne peut qu'espérer que cette résolution apportera quelques nouvelles impulsions au processus de révision de la directive CEE.

Pour plus d'informations, consulter la résolution du Parlement en ligne:

European Parliament resolution of 10 May 2007 on strengthening European legislation in the field of information and consultation of workers



CES - CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS

PLUS DE 200 MEMBRES DES CEE SE SONT RÉUNIS À BRUXELLES POUR RÉCLAMER UNE RÉVISION URGENTE DE LA DIRECTIVE EUROPÉENNE.

Le 20 avril 2007, la Confédération européenne des syndicats (CES), en coopération avec l'Agence de développement social (SDA), a invité plus de 200 membres des Comités d'entreprise européens (CEE) à se réunir. Les représentants des CEE ont eu la possibilité d'exprimer leur opinion sur la situation actuelle du marché de travail



et le rôle des CEE dans les procédures de restructuration, en présence du Commissaire européen à l'Emploi, Vladimir Spidla, de BusinessEurope et d'autres institutions européennes. Conjointement avec la CES et les fédérations syndicales européennes, les membres des CEE ont réclamés un système performant en matière de droits d'information, de consultation et de participation et la définition d'un cadre juridique pour les négociations collectives transnationales, afin de stimuler un processus d'intégration européenne à forte dimension sociale. Les délégués ont réitéré une fois

de plus avec force leur appel en faveur de la révision de la directive 95/45 sur les comités d'entreprise européens. Comme l'a signalé Walter Cerfeda, Secrétaire confédéral de la CES: "La révision de la directive sur les CEE est attendue depuis très longtemps." "Elle doit au moins inclure une meilleure définition de l'information et de la consultation, un cadre plus précis pour l'échelonnement et la qualité des informations transmises, des règles claires sur la participation des experts techniques et syndicaux, et le droit à la formation pour les membres."

Pour plus d'informations, consulter: Invitation and agenda

CES, BUSINESSEUROP, CEEP ET UEAPME ONT SIGNÉ UN ACCORD- CADRE SUR LE HARCÈLEMENT ET LA VIOLENCE AU TRAVAIL

Cet accord a pour but de prévenir, et si nécessaire de résoudre, des problèmes de harcèlement moral et sexuel ainsi que des problèmes de violence physique sur le lieu du travail. Les sociétés en Europe vont devoir adopter une politique de tolérance zéro envers tout comportement inacceptable pouvant conduire au harcèlement et à la violence sur le lieu de travail. Elles vont également devoir mettre en place des procédures de gestion en cas de problèmes de harcèlement et de violence au sein de l'entreprise. Des statistiques indiquent qu'un travailleur sur 20 (5%) déclare être victime de harcèlement moral ou sexuel chaque année. Avec cet accord, les partenaires sociaux

européens condamnent fermement le harcèlement et la violence sous toutes leurs formes et reconnaissent que le harcèlement et la violence peuvent potentiellement affecter le lieu de travail de chaque travailleur même si, dans la pratique, certains groupes et secteurs peuvent être plus menacés que d'autres. L'accord prévoit entre autres une méthode de prévention, d'identification et de gestion des problèmes de harcèlement et de violence au travail, qui :

- oblige les entreprises à déclarer clairement que le harcèlement et la violence sur le lieu de travail ne sont pas tolérés, et spécifie la procédure à suivre en cas de problèmes,
- reconnaît que la responsabilité consistant à déterminer, examiner et surveiller les mesures appropriées incombe à l'employeur, en consultation avec les travailleurs et/ou leurs représentants,
- permet, le cas échéant, aux dispositions de l'accord de prendre en compte les cas de violence par des tierces parties

Les membres de BUSINESSEUROPE, de l'UEAPME, du CEEP et de la CES se sont engagés à appliquer les dispositions de cet accord autonome avant avril 2010, conformément aux procédures et pratiques spécifiques à la gestion et au travail dans leur pays.

Pour plus d'informations, consulter: Social Partner's Framework agreements
Framework agreement on harassment and violence at work



UNI-EUROPA

LE CEE DE LA SOCIÉTÉ DEXIA ENVISAGE UN ACCORD-CADRE MONDIAL 05/21/200.

Conjointement avec UNI Finance, les discussions du CEE semblent envisager un accord-cadre international au sein de la société. Cet accord élargirait les dispositions existantes et leur application serait étendue aux pays non membres de l'Union européenne.

Pour plus d'informations, consulter: UNI News ou contacter:
(oliver.roethig@union-network.org)

CEE ORACLE

Les négociations entre le GSN et la direction des ressources humaines d'EMEA ont échouées. Aucun accord volontaire n'a pu être conclu lors des négociations finales. La direction a refusé la proposition du GSN, qui était lacunaire concernant les droits garantis par la directive européenne sur le CEE. Au même moment, le GSN a rejeté un document de la direction. Selon lui, ce document n'incluait aucun droit de consultation pertinent. Suite à l'échec des négociations en cours depuis trois ans, le 11 mai 2007 a été créé le CEE d'Oracle, sans accord volontaire, mais sous les seuls principes de la directive de la Commission européenne.

Pour plus d'informations, consulter: UNI News
(gerd.rohde@union-network.org)

AXA: DISTRIBUTION D'OPTIONS SUR ACTIONS À TOUS LES TRAVAILLEURS D'AXA DU MONDE ENTIER

La société d'assurances française s'engage à distribuer des options sur actions à tous ses employés à travers le monde entier. Ceci résulte d'une demande introduite par le CEE d'Axa suite aux résultats atteints par la société au cours de l'année 2006.

Pour plus d'informations, consulter: UNI News ou contacter:
(oliver.roethig@union-network.org)



FEJ - FEDERATION EUROPEENNE DES JOURNALISTES

UN ACCORD-CADRE INTERNATIONAL EST CONCLU AVEC LE GÉANT ALLEMAND DES MÉDIAS WAZ MEDIENGRUPPE

La FEJ a négocié un accord-cadre international pour les journalistes avec la direction du groupe allemand WAZ basé à Essen. Il a été finalisé après des discussions entre la FEJ et ses affiliés allemands, le DJV et la DJU in Ver.di et bénéficie de l'appui des syndicats qui ont des membres dans les filiales du groupe en Autriche, en Serbie, en Croatie, en Bulgarie, et au Monténégro. L'accord prévoit l'appui du groupe à la création en son sein d'un forum qui organisera une rencontre annuelle entre les délégués des journalistes. Le groupe et la FEJ se sont mis d'accord sur la mise en œuvre des normes de travail internationales qui vaudront dans tous les pays où il est implanté. Les partenaires se sont aussi engagés à collaborer afin d'améliorer la qualité de l'information et de combattre ensemble les menaces gouvernementales sur la liberté de la presse. L'accord précise qu'il ne remplace ni ne supprime aucune convention existante ou future entre le groupe et ses salariés. La FEJ est persuadée qu'il peut renforcer et mettre en lumière l'importance du dialogue social et du journalisme de qualité, et encourager la représentation syndicale et la négociation à tous les niveaux du groupe.

Pour plus d'informations, consulter:

Euronews - Bulletin of the FEJ_en

Euronews - Bulletin de la EFJ_fr

Euronews - Bulletin der EFJ_de

RENFORCER LE DIALOGUE SOCIAL DANS LES MÉDIAS TRANSNATIONAUX

Un séminaire du FEJ sur l'avenir des CEE, organisé à Sofia les 20 et 21 avril derniers, a permis aux participants de la FEJ, aux délégués et aux secrétaires syndicaux traitant avec les sociétés, et en particulier avec les Conseils d'entreprise européens (CEE), de discuter de l'avenir de cette institution. Plus de 30 participants venus de 10 pays européens ont dressé l'état des lieux, et ont défini les progrès à opérer pour améliorer le fonctionnement des CEE au sein des groupes de presse présents dans plusieurs pays. L'ambition de la FEJ est de faire de ces conseils d'entreprise européens un outil pour combattre les " deux poids de mesures " mis en œuvre par les groupes de presse d'Europe de l'Ouest qui sont présent en Europe Centrale ou de l'Est, où ils n'offrent que rarement des conditions de travail décentes aux journalistes. Une enquête est en cours de préparation, qui sera basée sur les informations et les propositions formulées au cours de cette réunion.

Pour plus d'informations, consulter:

Euronews - Bulletin of the FEJ_en

Euronews - Bulletin de la EFJ_fr

Euronews - Bulletin der EFJ_de



FSESP - FEDERATION SYNDICALE EUROPEENNE DES SERVICES PUBLICS

LA FSESP ACCOMPLIT CONSTAMMENT DES PROGRÈS EN MATIÈRE DE COMITÉS D'ENTREPRISE EUROPÉENS

Le 23 avril 2007, les coordinateurs du CEE se sont réunis pour discuter des récentes évolutions.

Pour plus d'informations, consulter: Report on meeting



ETF - FEDERATION EUROPEENNE DES TRANSPORTS

LA PREMIÈRE CONFÉRENCE SUR LES CEE DÉCRIT LES ACTIONS-CLÉS POUR LES SYNDICATS DES TRANSPORT

Ce 2 et 4 mai, l'ETF a organisé, à Berlin, une première conférence réunissant les membres des syndicats étant délégués des comités restreints des CEE. Cet événement a rassemblé 26 participants travaillant pour Air France, KLM, British Airways, Deutsche Bahn, Deutsche Post - DHL, Dubai Ports, LSG Sky Chefs, TNT, TUI, UPS, VEOLIA et Wincanton. Pour plus d'informations, consulter: Report on the seminar



FEM - FEDERATION EUROPEENNE DES METALLURGISTES

LES REPRÉSENTANTS DU SYNDICAT EUROPÉEN ONT REJETÉ À L'UNANIMITÉ LE PLAN DE RESTRUCTURATION ANNONCÉ PAR NOKIA SIEMENS NETWORKS

Les représentants syndicaux de Nokia Siemens Networks (NSN) Europe se sont réunis le 25 mai 2006 sous les auspices de la Fédération européenne des métallurgistes afin de discuter du plan de restructuration annoncé par la direction de NSN. Invité à participer à cette discussion conjointement avec les représentants des travailleurs, les représentants de la direction de NSN présents lors de cette réunion ont confirmé l'objectif du plan de restructuration.

Pour plus d'informations, consulter: EMF press release

LORS DE LA 1ÈRE CONFÉRENCE SUR LA POLITIQUE D'ENTREPRISE, LA FEM RÉCLAME UN RENFORCEMENT DES DROITS D'INFORMATION ET DE CONSULTATION

A l'occasion de la 1ère Conférence sur la politique d'entreprise de la FEM qui a été tenue à Bruxelles les 22 et 23 novembre 2006, 200 délégués syndicaux, des représentants syndicaux ainsi que des membres des conseils européens d'entreprise ont discuté de l'importance du respect des droits d'information et de consultation des représentants des travailleurs en relation avec l'avenir industriel et économique des entreprises du secteur de l'industrie métallurgique.

Pour plus d'informations, consulter: EMF press release



EMCEF - FEDERATION DES TRAVAILLEURS DES MINES, DE LA CHIMIE ET DE L'ÉNERGIE

LA TRANSFORMATION DES SOCIÉTÉS EN SE

Comme d'habitude, l'EMCEF et ses affiliés sont impliqués dans les négociations de plusieurs accords dans le cadre des CEE. Dans certains autres cas, des initiatives ont été prises afin de se joindre un peu plus tard à ces négociations. À part les activités sur les CEE, le sujet le plus important sur l'agenda du EMCEF est celui de la transformation des sociétés en SE. En février, BASF AG (Allemagne), la plus grande société dans le domaine de la Chimie et ce non seulement en Europe, a décidé de se transformer en une Société Européenne. Récemment, les élections des membres du GSN ont été organisées: l'EMCEF fait partie des membres du GSN. Un expert d'ETUI-REHS sera présent lors des discussions. La première réunion entre les membres de ce GSN eut lieu les 11 et 12 juin 2007. Lors de cette réunion, les membres ont fixé un agenda et ont établi une liste des sujets principaux qui seront abordés au cours des négociations.

PROCHAINS EVENEMENTS



ETF - FEDERATION EUROPEENNE DES TRANSPORTS

En juin - juillet 2007, l'ETF organisera une série de conférences avec des filiales belges des syndicats des transports afin de discuter de la future approche commune concernant les CEE et concernant les entreprises multinationales opérant sur le territoire européen. C'est la deuxième conférence nationale. Elle est organisée à la suite de la première conférence qui eut lieu au mois de mars de cette année avec les membres affiliés du Royaume-Uni. Cette conférence a pour but de **sensibiliser** et de **mobiliser** nos affiliés afin de mieux pouvoir répondre aux défis que doivent affronter les travailleurs et leurs représentants des multinationales. Ces conférences sont à l'heure : l'ETF a relancé son activité de coordination du CEE en fin d'année 2006. Quant à nous, nous nous fions aux affiliés nationaux pour : améliorer leur soutien pour et en relation avec leurs membres siégeant au sein du Conseil européen d'entreprise, pour négocier de meilleurs accords et pour assurer une meilleure représentation des syndicats au sein des CEE. Nous nous penchons, en premier lieu, sur les pays dont la transposition couvre le plus grand nombre des CEE dans le secteur des transports, comme la Belgique, l'Allemagne et le Royaume-Uni.



UNI-EUROPA

- Conférence sur les CEE du secteur de l'impression et de l'édition des entreprises italiennes de dimension communautaire, du 18 au 20 juin 2007, Vérone, Italie (coordinateur du projet : FISTEL)
- Taskforce sur les multinationales de UNI-Europa du secteur TIC et des services / Conférence le 3 et 4 juillet 2007, Luxembourg
- Conférence européenne sur la gravure pour renforcer le réseau graphique-gravure d'UNI-Europa, du 20 au 25 septembre 2007, Liverpool, RU (coordinateur du projet : Ver.di)
- Conférence commune d'UNI-Europa et de ETUI-REHS sur "Le CEE dans le cadre d'une économie mondialisée", du 12 au 14 octobre 2007, Vilnius, Lituanie.

PUBLICATIONS - RAPPORTS



EWCD.B.EU

En collaboration avec 21 instituts de recherches et les Fédérations européennes de l'industrie, l'ancien ETUI (maintenant le département de recherche du ETUI-REHS) a créé une base de données CEE qui identifie les entreprises multinationales dans le cadre de la directive sur le CEE. Cette base de données fut créée pour la première fois en 1995 et est maintenant en ligne.

Pour plus d'informations, consulter: www.ewcdb.eu



WORKER-PARTICIPATION.EU

L'implication des travailleurs dans le cadre des décisions de l'entreprise ne représente non seulement un élément important au vue du modèle social européen, mais prouve également la présence d'un bon sens économique en termes d'économies modernes. Par conséquent, l'UE s'est engagée à promouvoir le droit d'information, de consultation et de participation des travailleurs à tous les niveaux d'une entreprise. Worker-participation.eu vous donne accès à toutes les informations relatives à ce sujet au niveau européen et vous informe également sur le contexte national des relations industrielles des 27 pays membres de l'UE.

Pour plus d'informations, consulter: www.worker-participation.eu



POTENTIALITÉS ET RISQUES DE LA NÉGOCIATION POUR L'IMPLICATION DES TRAVAILLEURS DANS LA DIRECTIVE 2001/86/EC - MANUEL POUR LA NÉGOCIATION DE L'IMPLICATION DES TRAVAILLEURS DANS LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE

Cette publication a été élaborée par la Social Development Agency (SDA) en coopération avec la CES dans le cadre du projet " Infopoint ". Cette publication analysera la directive 2001/86/EC sur l'implication des travailleurs dans la SE. Son objectif est, comme le laisse deviner le nom " manuel", de donner une aide aux représentants des travailleurs et aux secrétaires syndicaux participant aux négociations sur l'implication des travailleurs dans la SE. Ce manuel s'adresse à ceux qui ont déjà une connaissance de base sur le sujet de la SE mais qui ont besoin d'approfondir leurs connaissances concernant le cadre juridique.

EFFECTIVITÉ DES DROITS D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DES TRAVAILLEURS ET LEURS ÉVOLUTIONS. UN MODÈLE D'ACTION POUR LES CEE FACE AUX DÉFIS DU CHANGEMENT - LE DÉFI DU CHANGEMENT: MÉTHODES D'ACTION POUR LES CEE.

Une contribution à la conférence CEE du 20 avril 2007 sur la manière dont les CEE gèrent les processus de restructuration, 12 années après l'adoption de la directive CEE.

Publication in EN

Publication in FR

RECHERCHE EFFECTUÉE PAR LA FONDATION SUR LES CONSEILS D'ENTREPRISES EUROPÉENS 1994-2006



La fondation irlandaise (Dublin) a récemment publié un résumé des recherches effectuées par la Fondation sur les CEE. Les résumés consistent généralement de quatre pages et définissent les informations de contexte ainsi que les résultats clés des recherches effectuées sur le sujet.

Pour plus d'informations, consulter: Resumé on the Foundation's research on EWC 1994-2006

PREMIÈRE LETTRE D'INFORMATION POLITIQUE D'ENTREPRISE (FEM)

Cette lettre d'information sur la politique d'entreprise se veut une réponse aux demandes formulées lors de la Conférence de la FEM sur la politique d'entreprise organisée en novembre 2006. La finalité de cette lettre d'information est, d'abord, de susciter un réflexe et un sentiment d'appartenance européen, en offrant des exemples d'actions transnationales, qui ont permis d'améliorer les conditions de travail, de vie, ou le fonctionnement démocratique des procédures de représentation des travailleurs. Concrètement, cela signifie que cette lettre s'efforcera de fournir des informations sur l'évolution des législations sociales européennes et nationales ainsi que sur les meilleurs accords CEE existants, ou encore sur les bonnes pratiques dans des cas de restructuration d'entreprise.

Pour plus d'informations, consulter: CPC Newsletter No 1 in EN-FR-D

BASE DE DONNÉES CEE INFOPOINT-SDA



La base de données CEE répertoriant les accords de CEE est élaborée et dirigée dans le cadre du projet Infopoint (soutenu par la Commission Européenne) depuis un certain nombre d'années déjà. Elle contient l'analyse des accords CEE à partir de copies des originaux signés disponibles en cinq langues (anglais, français, allemand, espagnol et italien). La SDA collecte les accords en coopération avec les Fédérations Syndicales Européennes. Nous analysons les accords et répartissons

les informations recueillies entre plus de soixante domaines sur lesquels une recherche peut être effectuée. Notre base de données couvre actuellement plus de 730 accords, et elle est actualisée en permanence.